



---

**REGLEMENT COMMUNAL SUR LA GESTION DES DECHETS**  
**COMMUNE DE BREMBENS**

---

## Table des matières

<u>Chapitre premier</u>	<u>DISPOSITIONS GENERALES</u>
Article premier	Champ d'application
Article 2	Définitions
Article 3	Compétences
<u>Chapitre 2</u>	<u>GESTION DES DECHETS</u>
Article 4	Tâches de la Commune
Article 5	Ayants droit
Article 6	Devoirs des détenteurs de déchets
Article 7	Récipients et remise des déchets
Article 8	Déchets exclus des récipients communaux
Article 9	Feux de déchets
Article 10	Pouvoir de contrôle
<u>Chapitre 3</u>	<u>FINANCEMENT</u>
Article 11	Principes
Article 12	Taxes
Article 13	Barèmes de taxation
Article 14	Echéance
<u>Chapitre 4</u>	<u>SANCTIONS ET VOIES DE DROIT</u>
Article 15	Exécution par substitution
Article 16	Recours
Article 17	Sanctions
<u>Chapitre 5</u>	<u>DISPOSITIONS FINALES</u>
Article 18	Entrée en vigueur

En vertu de la loi cantonale du 5 septembre 2006 sur la gestion des déchets (LGD) et de la loi fédérale du 7 octobre 1983 sur la protection de l'environnement (LPE), la Commune de Bremblens édicte le règlement suivant :

## **Chapitre premier – DISPOSITIONS GENERALES**

### **Article premier**.- Champ d'application

<sup>1</sup>Le présent règlement régit la gestion des déchets sur le territoire de la Commune de Bremblens.

<sup>2</sup>Il s'applique à l'ensemble du territoire de la Commune et à tous les détenteurs de déchets.

<sup>3</sup>Les prescriptions de droit public fédérales et cantonales applicables en la matière demeurent réservées.

### **Article 2**.- Définitions

<sup>1</sup>On entend par déchets urbains les déchets produits par les ménages, ainsi que les autres déchets de composition analogue.

<sup>2</sup>Sont notamment réputés déchets urbains :

- a) Les ordures ménagères, qui sont des déchets incinérables mélangés qui peuvent être introduits dans les récipients communaux autorisés.
- b) Les objets encombrants, qui sont des déchets incinérables ne pouvant pas être introduits dans les récipients autorisés pour les ordures ménagères, du fait de leurs dimensions.
- c) Les déchets valorisables, qui sont des déchets homogènes collectés séparément pour être réutilisés, recyclés ou traités, tels que le verre, le papier, les déchets compostables, les textiles et les métaux.

<sup>3</sup>Les déchets spéciaux sont les déchets définis comme tels par le droit fédéral, dont l'élimination exige la mise en œuvre de mesures particulières pour être respectueuse de l'environnement.

### **Article 3**.- Compétences

<sup>1</sup>La Municipalité assure l'exécution du présent règlement.

<sup>2</sup>Elle édicte, à cet effet, une directive que chaque usager est tenu de respecter. La directive précise notamment le mode de collecte des ordures ménagères, des objets encombrants et des déchets valorisables.

<sup>3</sup>La Municipalité peut déléguer tout ou partie de ses tâches à des organismes indépendants (corporations, établissements publics ou privés).

<sup>4</sup>Elle collabore avec les autres communes dans le cadre des périmètres régionaux définis par le plan cantonal de gestion des déchets. Dans la région, la coordination est assurée par Valorsa SA.

## **Chapitre 2 – GESTION DES DECHETS**

### **Article 4.- Tâches de la Commune**

<sup>1</sup>La Commune organise la gestion des déchets urbains de son territoire. Elle est également responsable de l'élimination des déchets de la voirie communale et de celle des petites quantités de déchets spéciaux détenus par les ménages et non repris par les fournisseurs.

<sup>2</sup>Elle veille à l'efficacité de l'organisation, à la protection de l'environnement, à l'économie de l'énergie et à la récupération des matières premières.

<sup>3</sup>Elle prend toutes les dispositions utiles pour réduire les quantités de déchets produits sur son territoire.

<sup>4</sup>Elle organise la collecte séparée des déchets valorisables.

<sup>5</sup>Elle recommande le compostage décentralisé des déchets organiques dans les jardins. Elle organise un service de broyage à la déchetterie. Elle veille à ce que les déchets organiques qui lui sont remis soient traités dans les règles de l'art.

<sup>6</sup>Elle informe la population sur les mesures qu'elle met en place.

### **Article 5.- Ayants droit**

<sup>1</sup>Les tournées de ramassage et les postes de collecte des déchets sont à la disposition exclusive de la population qui réside dans la Commune.

<sup>2</sup>Les entreprises agricoles, industrielles et artisanales sont autorisées à utiliser le dispositif communal de collecte pour déposer les déchets non liés à leurs activités professionnelles qu'elles détiennent en petites quantités (produit du ménage, cafétéria par exemple). Elles communiquent les quantités et la nature des déchets qu'elles remettent dans la filière communale.

<sup>3</sup>Il est interdit d'utiliser cette infrastructure pour éliminer des déchets qui ne sont pas produits sur le territoire de la Commune.

### **Article 6.- Devoirs des détenteurs de déchets**

<sup>1</sup>Les détenteurs d'ordures ménagères les déposent dans les récipients prévus à cet effet selon la directive communale ; les déchets encombrants et les déchets urbains valorisables conformément à la directive intercommunale sur la gestion de la déchetterie en Delèze.

<sup>2</sup>Les ménages compostent les déchets organiques, tels que branches, gazon, feuilles, déchets de cuisine. S'ils n'en ont pas la possibilité, ils les remettent conformément à la directive communale.

<sup>3</sup>Les déchets spéciaux sont éliminés par leurs détenteurs selon les prescriptions fédérales et /ou cantonales en vigueur.

<sup>4</sup>Les ménages retournent en priorité aux points de vente les déchets spéciaux qu'ils détiennent. Les petites quantités de déchets spéciaux ménagers non repris par les points de vente sont remises aux postes de collecte précisés par la directive communale.

<sup>5</sup>Les autres déchets sont éliminés par leurs détenteurs, à leurs propres frais. Ils ne peuvent pas être remis ni déposés dans les postes de collecte publics, à moins d'une autorisation expresse de la Municipalité.

<sup>6</sup>Sauf accord avec les trois municipalités concernées et dans des cas exceptionnels, les entreprises industrielles et les entreprises agricoles sont tenues d'éliminer par elles mêmes leurs propres déchets.

<sup>7</sup>Il est interdit d'introduire des déchets, mêmes broyés, dans les canalisations et de déposer des déchets en dehors des lieux et des horaires prévus par la directive communale.

#### **Article 7.- Récipients et remise des déchets**

<sup>1</sup>Les déchets sont remis exclusivement dans les récipients autorisés à cet effet et de la manière précisée dans la directive communale.

<sup>2</sup>La Municipalité peut prescrire, en fonction des besoins, l'implantation de nouveaux points de collecte pour les nouvelles constructions. Elle définit le type de récipient mis en place.

#### **Article 8.- Déchets exclus des récipients communaux**

<sup>1</sup>Sur le territoire communal et hors déchetterie « En Delèze », les déchets suivants sont exclus des points de collecte ordinaires d'ordures ménagères et d'objets encombrants :

- les appareils électriques et électroniques, tels que les téléviseurs, les radios et autres appareils de loisirs, les ordinateurs et autres appareils de bureau, les aspirateurs, les réfrigérateurs, les congélateurs et autres appareils électroménagers,
- les déchets spéciaux, tels que les piles, les tubes fluorescents, les produits chimiques et les huiles minérales,
- les véhicules hors d'usage et leurs composants, notamment les pneus,
- les déchets de chantier, la terre, les pierres et la boue,
- les cadavres d'animaux, les déchets animaux, de boucherie et d'abattoirs,
- les substances spontanément inflammables, explosives ou radioactives,
- les déchets organiques compostables, tels que les branches, le gazon et les feuilles,
- les autres déchets valorisables tels que le papier, le verre, les textiles et les métaux.

<sup>2</sup>Les directives communales précisent le mode d'élimination de ces déchets.

#### **Article 9.- Feux de déchets**

<sup>1</sup>Les feux de déchets sont interdits sur le territoire communal.

#### **Article 10.- Pouvoir de contrôle**

<sup>1</sup>Si les déchets sont déposés de manière incorrecte ou illégale, ou si d'autres motifs importants l'exigent, les sacs contenant des déchets peuvent être ouverts et examinés par des mandataires de la Municipalité à des fins de contrôle et d'enquête.

## **Chapitre 3 – FINANCEMENT**

### **Article 11.- Principes**

<sup>1</sup>Le détenteur assume le coût de l'élimination de ses déchets.

<sup>2</sup>La Commune perçoit des taxes pour couvrir les frais générés par l'élimination des déchets urbains conformément aux modalités définies à l'article 12 ci-dessous, soit en particulier le cercle des assujettis, le mode de calcul et le montant maximal de la contribution.

<sup>3</sup>Jusqu'à concurrence des maximums prévus à l'article 12, la Municipalité est compétente pour adapter le montant de la taxe à l'évolution des coûts effectifs tels qu'ils ressortent de la comptabilité communale. Elle prend en compte les charges budgétisées, les excédents et les déficits des années précédentes. Elle communique les bases de calcul qui servent à fixer le montant des taxes.

### **Article 12.- Taxes**

#### **A. Taxes sur les sacs à ordures :**

<sup>1</sup>Les taxes sur les sacs à ordures sont fixées au maximum à :

- 1.50 francs par sac de 17 litres,
- 3.00 francs par sac de 35 litres,
- 5.70 francs par sac de 60 litres,
- 9.00 francs par sac de 110 litres.

Ces montants s'entendent TVA comprise.

#### **B. Taxes forfaitaires**

<sup>1</sup>Les taxes forfaitaires sont fixées au maximum à :

- 150.00 francs par an (TVA non comprise) au maximum par habitant dès le premier janvier qui suit le 17<sup>ème</sup> anniversaire.
- 300.00 francs par an (TVA non comprise) au maximum par entreprise.

<sup>2</sup>Pour les résidences secondaires, il est perçu du propriétaire une taxe forfaitaire de 150.00 francs par an (TVA non comprise) au maximum par résidence.

<sup>3</sup>La situation familiale au 1<sup>er</sup> janvier ou lors de l'arrivée dans la commune est déterminante pour le calcul de la taxe de l'année en cours.

<sup>4</sup>En cas de départ ou d'arrivée en cours d'année, la taxe est due par mois entier et calculée prorata temporis.

#### **C. Taxes spéciales**

<sup>1</sup>La Commune peut percevoir d'autres taxes causales pour des prestations particulières liées à la gestion des déchets, en fonction des frais occasionnés.

<sup>2</sup>La Municipalité précise dans la directive communale les prestations particulières qui sont soumises à des taxes spéciales, ainsi que le montant maximum de ces taxes.

### **Article 13.- Barèmes de taxation**

<sup>1</sup>Les barèmes de taxation font l'objet d'une décision municipale.

<sup>2</sup>Le recouvrement des taxes a force exécutoire au sens de l'article 80 de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et faillites.

### **Article 14.- Echéance**

<sup>1</sup>Les taxes doivent être payées pour l'échéance mentionnée sur la facture.

<sup>2</sup>Un intérêt moratoire, dont le taux est fixé dans l'arrêté d'imposition communal, est dû sur les taxes impayées dès la fin du délai de paiement.

## **Chapitre 4 – SANCTIONS ET VOIES DE DROIT**

### **Article 15.- Exécution par substitution**

<sup>1</sup>Lorsque des mesures ordonnées en application du présent règlement ne sont pas exécutées, la Municipalité peut y pourvoir d'office aux frais du détenteur de déchets, après mise en demeure.

<sup>2</sup>La Municipalité fixe le montant à percevoir et le communique au détenteur de déchets, avec indication des voies et délais de recours.

### **Article 16.- Recours**

<sup>1</sup>Les décisions de la Municipalité qui ne concernent pas le barème de la taxation peuvent faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal cantonal, cour de droit administratif et public, dans un délai de 30 jours dès la notification de la décision attaquée.

<sup>2</sup>Les décisions de la Municipalité relatives au barème de la taxation peuvent faire l'objet d'un recours auprès de la commission communale de recours dans les 30 jours dès la notification de la décision attaquée.

<sup>3</sup>Les décisions de la commission communale de recours peuvent faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal cantonal, cour de droit administratif et public, dans un délai de 30 jours dès la notification de la décision attaquée.

<sup>4</sup>Les recours s'exercent par acte écrit et motivé, sous pli recommandé.

### **Article 17.- Sanctions**

<sup>1</sup>Celui qui, intentionnellement ou par négligence, contrevient aux dispositions du présent règlement ou aux directives d'application fondées sur celui-ci est passible de dénonciation au Préfet du District et de conséquences pécuniaires. Les dispositions de la loi sur les contraventions s'appliquent.

<sup>2</sup>La Commune a le droit d'exiger la réparation du dommage causé par l'auteur de l'infraction.

<sup>3</sup>Les dispositions pénales prévues par la législation fédérale et cantonale sont réservées.

## **Chapitre 5 – DISPOSITIONS FINALES**

### **Article.- 18 Entrée en vigueur**

<sup>1</sup>Le présent règlement entre en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2013, après son approbation par le Département de la sécurité et de l'environnement.

Adopté par la Municipalité dans sa séance du : 29 octobre 2012

Au nom de la Municipalité :

Le Syndic :	(L.S.)	La Secrétaire :
Eric Bühler		Tania Zito

Adopté par le Conseil général dans sa séance du : 4 décembre 2012

Au nom du Conseil Général :

Le Président :	(L.S.)	La Secrétaire :
Jacques Morier		Christine Hoefliger

Approuvé par la Cheffe du Département de la sécurité et de l'environnement,

Le 11 décembre 2012

Jacqueline De Quattro

(L.S.)





## **Commune de Bremblens**

### **Directive communale sur la gestion des déchets ménagers.**

---

La présente directive fait partie intégrante du règlement communal sur la gestion des déchets.

#### **1 Sites réservés aux ordures ménagères**

##### **1.1 Dépôt des ordures ménagères**

Les ordures ménagères sont déposées exclusivement dans les récipients répartis sur l'ensemble du territoire de la commune.

L'accès à ces derniers est strictement réservé aux habitants de la commune en utilisant exclusivement les sacs officiels du périmètre (Valorsa SA).

##### **1.2 Accès**

Les heures de dépôts sont de 08h00 à 20h00 ; demeurent réservées des dispositions particulières.

En cas de déplacement motorisé, le détenteur ne laissera pas tourner son moteur, ne gênera pas le trafic.

#### **2 Taxes**

Sous réserve des plafonds fixés par le règlement communal, la Municipalité a la compétence d'adapter les taxes afin de garantir les principes imposés par le règlement communal et par les bases légales cantonales et fédérales.

##### **2.1 Taxe sur les sacs à ordures**

Le prix des sacs est fixé par notre mandataire, la société Valorsa SA, en fonction des critères suivants :

- Le coût de fabrication
- Le coût de distribution
- Les frais de gestion
- Les frais de logistique
- Le coût du traitement des déchets

La rétrocession aux communes par notre mandataire se fait en fonction du tonnage récolté.

Dès le 01.01.2013, les prix des sacs à ordures sont fixés à :

- 1.00 CHF le sac de 17 litres
- 2.00 CHF le sac de 35 litres
- 3.80 CHF le sac de 60 litres
- 6.00 CHF le sac de 110 litres

Ces montants s'entendent TVA comprise.

## 2.2 Taxes forfaitaires

Cette taxe est destinée à couvrir partiellement le coût des déchets urbains. Elle est due au 31 décembre de chaque année.

Les taxes forfaitaires sont fixées à :

100.00 CHF par an et par habitant dès le premier janvier qui suit le dix-septième anniversaire.

200.00 CHF par an par entreprise inscrite au registre du commerce et/ou domiciliée sur le territoire communal, ainsi que les entreprises ayant une activité sur le territoire communale.

100.00 CHF par an et par résidences secondaire. Cette taxe est facturée aux propriétaires.

La situation familiale au 1<sup>er</sup> janvier ou lors de l'arrivée dans la commune est déterminante pour le calcul de la taxe de l'année en cours.

En cas de départ ou d'arrivée en cours d'année, la taxe est due par mois entamé et calculée prorata temporis.

## 2.3 Taxes spéciales

En cas de grande quantité de déchets, la Municipalité se réserve le droit de facturer le montant des coûts d'élimination au détenteur.

## 2.4 Sanctions

Les sanctions sont définies comme suit (ch 4, art 17, du règlement communal sur la gestion des déchets de la commune de Bremblens) :

- CHF 200.00 la première infraction
- CHF 400.00 la seconde infraction
- Les infractions supplémentaires seront déférées au Préfet du District.

## 3 Aide aux personnes en difficultés

De cas en cas et sur demande, la Municipalité peut octroyer une aide. Elle en déterminera la forme.

## 4 Entrée en vigueur

La présente directive abroge celle du 1<sup>er</sup> janvier 2013. Elle entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2014.

Adopté par la Municipalité dans sa séance du 16 juin 2014.

### **Au nom de la Municipalité :**

Le Syndic :

Le Secrétaire :

Eric Bühler

Emile Favre